

<https://divergences.be/spip.php?article4455>



Briser les règles : une proposition de résistance

- Aujourd'hui - 2026 - Février 2026 - Minneapolis, la lutte ! -

Publication date: vendredi 30 janvier 2026

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Origine [Word in black](#)

Lorsque le pouvoir fédéral devient anarchique, seule la défiance des États peut sauver la démocratie américaine.

26 janvier 2026

Il l'a cassé ! Il n'a pas attendu la permission pour changer les choses. Il s'est simplement penché et, dans la plupart des cas, l'a cassé. Si la réponse allait être non, pourquoi attendre le non, telle est sa stratégie. La stratégie consiste à tester les mœurs fondamentales du pays. Ne posez pas de questions sur la démolition de l'aile ouest de la Maison Blanche. Il a ordonné le démantèlement du DEI et le gouvernement et les entreprises se sont alignés.

Cela a entraîné l'une des plus importantes réductions d'effectifs dans la fonction publique, les travailleurs ayant été surpris et contraints de se précipiter pour trouver un nouvel emploi sûr. Une grande partie des femmes noires, estimée à 300 000, ont « perdu leur bon emploi dans la fonction publique ». Il n'a pas demandé la permission pour le faire. Il a exigé que le langage historique soit expurgé dans les musées et sur les panneaux officiels, effaçant ainsi les messages historiques sur la justice sociale et raciale. Il l'a simplement fait.

Nous nous montrons du doigt

Lorsqu'il a bombardé des bateaux dans la mer des Caraïbes, tuant une centaine de personnes, il n'a pas demandé si c'était légal, mais a simplement lancé les engins incendiaires. La justification avancée était qu'ils transportaient de la drogue vers les États-Unis, ce qui n'était ni plausible ni vrai compte tenu de l'emplacement des bateaux. Lorsqu'il a réquisitionné des navires transportant du pétrole du Venezuela, il n'a pas demandé la permission. Il a détourné les navires sans demander l'autorisation. Il a envoyé des troupes dans les villes américaines sans respecter les gouvernements locaux, utilisant le poids du gouvernement national.

Le programme de droite de Trump a inspiré et libéré une cruauté incarnée dans les actions des forces de l'ordre fédérales, entraînées et recrutées à la hâte, qui agissent davantage comme des soldats d'assaut qu'autre chose. Quand les citoyens deviennent des cibles

Renee Good a été touchée par trois balles alors qu'elle observait ces soldats d'assaut. Elle a semblé essayer de faire appel à l'humanité des agents fédéraux, comme le montre la vidéo, mais elle a été rejetée et a tenté en vain de s'éloigner en voiture. Alors qu'elle tournait le volant pour quitter les lieux, un agent fédéral animé de haine et de zèle de droite s'est placé devant son véhicule et a déchargé son arme. Il l'a tuée sans autre raison apparente que le fait qu'elle observait et surveillait les actions de ces agents protégés par le gouvernement fédéral.

Elle n'était pas une immigrante, mais une mère, une épouse et une citoyenne américaine. Ils lui ont tiré dessus à trois reprises.

Puis, environ deux semaines et demie plus tard, tôt un samedi matin, Alex Pretti, infirmier en soins intensifs à l'hôpital des anciens combattants, a été poussé à terre, brutalement battu par cet escadron de la mort et abattu de neuf balles en cinq secondes. Il est mort sur le coup. Lui aussi était un citoyen américain qui exerçait son droit de manifester pour tenter de protéger la communauté contre cette occupation illégale.

L'État masqué

L'administration Trump s'est rapidement mobilisée pour discréditer et dévaloriser leur vie en les qualifiant de « terroristes ». C'est un mot que le DHS et Kristie Noem utilisent pour justifier toutes les fusillades et tous les meurtres commis par l'ICE. Les agents de l'ICE et de l'immigration ont tiré au moins 16 fois sur le public américain. Les gros titres, alors que les médias tentent de recueillir des informations, ne se multiplient pas nécessairement chaque jour, mais certainement. En janvier 2026, le Wall Street Journal a recensé au moins 13 cas où des agents d'immigration ont « tiré sur ou dans des véhicules civils », mais à la fin du mois, ce chiffre était déjà obsolète. Il y a une haine violente et meurtrière ancrée dans l'attitude de ces soi-disant agents de la loi.

La résistance locale commence à s'organiser

Les autorités locales ont tenté de résister. Dans le comté de Montgomery, dans le Maryland, un projet de loi, le County Values Act, prévoit d'imposer à l'ICE d'obtenir un mandat judiciaire pour accéder aux zones non publiques des installations du comté. Il interdirait également l'utilisation des parkings, garages et terrains vacants appartenant au comté pour l'application des lois sur l'immigration. Il existe également le Unmask ICE Act, qui interdirait aux forces de l'ordre fédérales, étatiques et locales de porter des masques dans le cadre de leur travail.

Cela semble tout à fait normal, car dans de nombreuses juridictions, il était déjà illégal pour les citoyens de porter un masque ! Actuellement, une quinzaine d'États ont proposé des projets de loi visant à interdire aux agents des forces de l'ordre de porter des masques. Les agences fédérales chargées de l'application de la loi affirment que les masques servent à protéger les agents du DHS et leurs familles en dissimulant leur identité. Cela est ironique, car l'ICE et d'autres agences fédérales utilisent des caméras pour constituer une base de données de reconnaissance faciale.

Il y a eu et il y a toujours des tentatives pour s'opposer aux masques fédéraux et au comportement des agents fédéraux. Des projets de loi ont été proposés en Alaska, dans l'Illinois, au Massachusetts, au Michigan, au Minnesota, au New Jersey, à New York, en Oregon, en Pennsylvanie, au Vermont, à Washington, en Floride, en Géorgie et au Tennessee. Chacun de ces organes législatifs est consterné par les dangers que représentent les troupes dans les rues et cherche à rétablir les normes démocratiques.

Vingt-et-un procureurs généraux d'État ont rédigé et envoyé une lettre aux membres du Congrès les exhortant à adopter une loi interdisant aux agents de l'immigration de porter des masques. Ils ont averti que les agents de l'ICE portant des masques « ont pour effet de terroriser les communautés plutôt que de les protéger ». Ils ont en outre déclaré dans la lettre que « l'utilisation courante de masques et le fait que l'ICE ne s'identifie pas comme une force de l'ordre rendent tout le monde moins sûr et affaiblissent l'intégrité de nos systèmes judiciaires ». Cette réaction est admirable et nécessaire, mais les problèmes vont bien au-delà des masques : il s'agit de la cruauté générale et des attaques violentes perpétrées en toute impunité dans les rues américaines contre les immigrants et les citoyens. Les limites de la civilité dans un État incivil

Ces projets de loi et ces lettres émanent de gouvernements locaux et de dirigeants politiques qui opèrent dans le cadre de la culture et de la structure de la conformité américaine, où le décorum est de mise et où les règles traditionnelles du droit s'appliquent. Les protestations et les discours civils s'exercent dans la conviction que les structures ont le pouvoir. Ils ont été formés à respecter les règles de la civilité. Pendant ce temps, le mastodonte fédéral bafoue les règles de bienséance politique en tordant les choses jusqu'à les briser et en utilisant le poids du gouvernement fédéral pour écraser toute résistance. Ce qu'il faut maintenant, avant qu'il ne soit trop tard, c'est créer délibérément une crise constitutionnelle.

La longue ombre du 10e amendement

Le 10e amendement a connu des fortunes diverses au cours de l'histoire des États-Unis. Son objectif était de maintenir les frontières entre le gouvernement fédéral et les États. Il a été ratifié en 1791 dans le cadre de la Déclaration des droits. C'est l'une des raisons pour lesquelles l'abolition de l'esclavage a pris tant de temps aux États-Unis. Le gouvernement fédéral était limité dans ses possibilités de donner des ordres aux États et, à l'approche de la guerre civile, des combats ont eu lieu dans certains territoires pour déterminer s'ils deviendraient des États libres ou des protectorats de l'esclavage. Il a fallu la guerre civile pour que l'esclavage soit aboli. Puis, avec le stationnement des troupes fédérales dans les anciens États esclavagistes, plusieurs années ont vu progresser l'émancipation et une relative liberté.

Cette période est appelée la Reconstruction. Le gouvernement fédéral a utilisé ses pouvoirs pour imposer l'inclusion politique et sociale. Cependant, les racistes ont riposté par des actes de terreur et de sabotage jusqu'à ce que la Reconstruction prenne fin avec le retrait des troupes fédérales du sud. Une fois de plus, ces anciens États esclavagistes étaient libres d'instaurer des codes noirs et d'imposer légalement la stratification et la ségrégation raciales. Le gouvernement fédéral n'est pas intervenu pendant 100 ans, jusqu'à ce que le mouvement des droits civiques remette en cause la légalité de la ségrégation raciale en faisant pression pour faire adopter des lois et en utilisant le poids du gouvernement fédéral pour restreindre les excès racistes des gouvernements locaux.

Au sein du mouvement pour la justice raciale, nous voulions que le gouvernement fédéral réglemente le comportement des États. Vous pouvez donc imaginer mon angoisse, en ce moment historique, face à un gouvernement fédéral et des gouvernements locaux plus puissants.

Quand la loyauté des forces de l'ordre doit être mise à l'épreuve

L'ironie, c'est qu'à ce moment historique, j'aimerais voir un gouvernement local et étatique fort, capable de mobiliser ses propres forces de l'ordre pour affronter, défier, interroger, appréhender et arrêter les maraudeurs armés fédéraux masqués. Cela exige que les gouvernements locaux demandent aux forces de l'ordre locales d'être loyales envers la communauté locale et de s'engager à la protéger contre la violence perpétrée par les autorités fédérales.

Les autorités locales doivent faire dépendre l'emploi futur des forces de l'ordre locales de leur engagement en faveur de la sécurité de la population locale ou de leur volonté de continuer à aider les agents fédéraux qui agressent la population. Elles doivent être mises à l'épreuve pour savoir si elles sont plus loyales envers les autorités locales ou obéissantes envers les agents fédéraux qui ciblent, terrorisent, agressent, tirent et tuent la population locale pour des raisons raciales. C'est là que le bon grain se sépare de l'ivraie.

Le gouvernement local doit exiger que les membres des forces de l'ordre locales poursuivent les agents masqués, les arrêtent pour chaque acte de menace, chaque personne kidnappée sans procédure régulière, chaque violation des droits de propriété et pour les actes de violence contre la population locale. En d'autres termes, les forces de l'ordre locales doivent être poussées à faire ce qu'elles ont toujours fait lors de chaque soulèvement social et racial : exiger l'ordre, protéger les biens et les personnes, et procéder à des arrestations !

C'est une guerre civile

Nous sommes en pleine guerre civile, et le cours de l'histoire a basculé parce que le gouvernement fédéral bafoue tous les droits au niveau local. Ce moment historique exige que nous trouvions des stratégies pour renverser la tendance et peut-être faire notre propre percée dans ce moment horrible de l'histoire américaine. Lorsque ce monstre fédéral sera maîtrisé, nous pourrions alors rétablir l'ordre normal. Cependant, alors que le monstre piétine le paysage américain, déformant les choses jusqu'à les briser, il faut quelque chose de plus concret et de plus démonstratif que des projets de loi qui sont proposés et adoptés mais qui ont peu ou pas d'impact.

Briser les règles : une proposition de résistance

Les gouvernements locaux et les États doivent précipiter une crise nationale et constitutionnelle dans laquelle les gouvernements locaux contestent la légalité du gouvernement national au-delà des lettres, des projets de loi et des pétitions populaires. Les gouvernements locaux doivent exiger des forces de l'ordre locales qu'elles appliquent les lois locales, et dans la plupart des cas, les lois qui sont déjà en vigueur. Ce serait le signal d'alarme nécessaire pour que les tribunaux y prêtent davantage attention, créent un débat vigoureux au Congrès et remettent en question les pouvoirs de ces êtres grotesques qui occupent nos villes et nos villages et tirent sur nos voisins et nos amis pour les tuer.

PS:

Le révérend Graylan Scott Hagler est conseiller principal de la Fellowship of Reconciliation—USA, directeur et visionnaire en chef de Faith Strategies LLC, et pasteur émérite de la Plymouth Congregational United Church of Christ à Washington, D.C.

Leader religieux, activiste et stratège de longue date, Hagler est connu pour son travail à la croisée de la justice sociale, des politiques publiques et du leadership moral, faisant progresser les mouvements pour la paix, l'équité et la justice économique aux États-Unis et à l'étranger.